

## **DIJON METROPOLE**

*Nous, Président de la métropole « Dijon Métropole »,*

- le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- les délibérations par lesquelles le Conseil métropolitain de Dijon métropole, le Conseil Municipal de la Ville de Dijon et le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Dijon ont décidé, respectivement le 14 avril et les 21 et 31 mars 2022, de créer un Comité social territorial commun à Dijon métropole, à la Ville de Dijon et à son Centre Communal d'Action Sociale, de placer cette instance auprès de Dijon métropole, de fixer le nombre de représentants du personnel au sein de cette instance à 15 titulaires – 15 suppléants, de ne pas instituer le paritarisme numérique entre le collège des représentants du personnel et celui des représentants des collectivités en fixant le nombre de représentants de ce dernier à 3 titulaires – 3 suppléants, et de répartir les sièges entre les représentants des collectivités en attribuant 1 siège de représentant titulaire et suppléant pour Dijon métropole et 2 sièges de représentants titulaires et suppléants pour la Ville de Dijon et son Centre Communal d'Action Sociale ;
- le procès-verbal du scrutin du 8 décembre 2022 et la proclamation des résultats de l'élection à cette même date ;
- l'arrêté du 18 janvier 2023 relatif à la désignation de représentants du Conseil métropolitain au Comité Social Territorial et à sa formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail communs à Dijon métropole, à la Ville de Dijon et à son C.C.A.S. ;
- l'arrêté de Monsieur le Maire de Dijon en date du 18 janvier 2023 relatif à la désignation de représentants du Conseil municipal au Comité social Territorial et à sa formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail communs à Dijon métropole, à la Ville de Dijon et à son C.C.A.S. ;
- l'arrêté du 19 janvier 2023 portant composition du Comité social Territorial commun de Dijon métropole, de la Ville de Dijon et de son Centre Communal d'Action Sociale ;
- la démission de Monsieur Vincent BEUDET du Comité social Territorial de Dijon métropole, de la Ville de Dijon et de son C.C.A.S. ;

### **ARRÊTONS**

**Article 1** – La composition du Comité Social Territorial commun de Dijon métropole, de la Ville de Dijon et de son Centre Communal d'Action Sociale est fixée comme suit :

<b>Représentants titulaires des collectivités</b>	<b>Représentants suppléants des collectivités</b>
Monsieur Rémi DETANG	Madame Brigitte POPARD
M. Christophe BERTHIER	Mme Lydie PFANDER-MENY
M. Antoine HOAREAU	Mme Marie-Odile CHOLLET
<b>Représentants titulaires du personnel</b>	<b>Représentants suppléants du personnel</b>
Mme Sandrine EL MEKKI (C.G.T.)	M. Jean-Jacques MAZOUE (C.G.T.)
Mme Marie-Laure HUTINET (C.G.T.)	Mme Nolwenn RETIERE (C.G.T.)
M. Adrien CASSINA (C.G.T.)	Mme Laure LEBLANC (C.G.T.)
M. Mohamed MAZARI (C.G.T.)	M. Hicham EL KOULALI (C.G.T.)
Mme Lucie MARTIN (C.G.T.)	M. David MONTMEY (C.G.T.)
M. Philippe PANIER (C.G.T.)	Mme Katia LEON (C.G.T.)
M. Bernard BOUZAGHETI (F.O.)	Mme Corinne HAZET (F.O.)
M. Eddie MARCHAND	Mme Johanna ZAZA (C.F.D.T.)
Mme Ingrid BONNARD (C.F.D.T.)	M. Laurent VANDROUX (C.F.D.T.)
Mme Anne GUERIN (C.F.D.T.)	Mme Anne MONTE (C.F.D.T.)
M. Yan RASQUIN (C.F.D.T.)	M. Mustafa SAÏDI (C.F.D.T.)
Mme Sonia LETELLIER BROYEZ	Mme Malika BARBOUCHI (C.F.D.T.)
M. Alexandre RAFFEAU (C.F.D.T.)	M. Karim AYAR (C.F.D.T.)
M. Pascal MORLOT (F.A.-F.P.T.)	M. Sébastien LEBLANC (F.A.-F.P.T.)
M. Pierre Emmanuel LABELLE (U.N.S.A.)	M. Fabrice RAGNI (U.N.S.A.)

**Article 2** - L'arrêté du 19 janvier 2023 relatif à la composition du Comité Social Territorial commun de Dijon métropole, de la Ville de Dijon et de son Centre Communal d'Action Sociale est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

**Article 3** - Ampliation du présent arrêté sera remise à Monsieur le Directeur Général des Services, chargé d'en assurer l'exécution, ainsi qu'aux intéressés.

Le présent arrêté sera affiché conformément à la loi après avoir été transmis à Monsieur le Préfet de la Région Bourgogne Franche-Comté et de la Côte d'Or.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Dijon, le **15 mai 2023**

Le Président,  
François Rebsamen  
Ancien Ministre